

Intervention CGT au rassemblement du 6 décembre 2017

Cher·es ami·es, cher·es camarades,

Nous vous remercions de votre participation à cette première étape de la mobilisation pour gagner un Plan Régional Santé prenant véritablement en compte les besoins de santé de la population, reconquérir un système de santé et d'action sociale de qualité, de proximité, accessible pour toutes et tous et partout, en lien avec la reconquête de notre sécurité sociale solidaire, financée par les richesses créées par le travail, par les cotisations sociales couvrant à 100% l'ensemble des risques.

En effet, la situation au plan sanitaire et social que nous vivons dans ce département, ainsi que dans les 5 autres départements de notre région, appelle à développer, à élargir et amplifier les mobilisations des personnels et des usagers, mais aussi des assurés sociaux et leur famille, pour replacer la santé et la protection sociale au cœur des enjeux de notre société, au cœur des priorités de notre pays.

Depuis le début des années 80, les libéraux de droite comme ceux parés de gauche, qui se sont succédés aux gouvernements se sont acharnés à casser notre système de protection sanitaire et sociale et réduire les réponses aux besoins des populations à partir des sempiternelles rengaines de la dette publique et du fameux trou de la sécu.

Ainsi, le secteur de la santé et particulièrement celui de la santé publique et de l'action sociale a subi une véritable déferlante de réformes, de plans de financement sans cesse réajustés à la baisse et conjugués aux réductions continues des dépenses publiques, des exonérations de cotisations sociales aux entreprises, fragilisant les ressources de la sécurité sociale.

Les conséquences vous les connaissez, vous les subissez toutes et tous.

C'est la fermeture de services voire d'hôpitaux. C'est la transformation des Hôpitaux de proximité en EHPAD, réduisant l'offre de soin.

La mise en place des GHT aggrave cette situation en imposant aux établissements publics de santé de se regrouper et de mutualiser les moyens. Pour faire clair, à terme, selon leurs objectifs, il restera une seule blanchisserie, une seule cuisine, un seul laboratoire d'analyses, tout en privatisant des services et sous-traitant tout ce qui n'est pas du soin. La fusion des hôpitaux de Montoire et de Vendôme ou encore le Groupement de Coopération Sanitaire de la blanchisserie de l'hôpital de Blois n'en sont que les prémices.

C'est un démantèlement organisé des activités et de l'offre de soin du public vers le privé, vers les cliniques privées avec tout ce que cela comporte pour les patients, coût de l'hospitalisation nettement supérieur, dépassements d'honoraires, avance d'argent, etc.

L'annonce de suppression de 10 lits à la maternité de l'hôpital de Blois, laisse supposer la volonté de transférer cette spécialité vers la Polyclinique.

Dans le secteur privé, les actionnaires font de la santé un business comme les autres, cela rapporte, et peu importe que ce soit sur le dos des malades et de l'assurance maladie, ou au détriment de la qualité des soins.

Le développement de l'ambulatoire, visant à faire sortir le plus rapidement possible de l'hôpital ou de la clinique pour rentabiliser les équipements s'inscrit également dans cette logique, au détriment de la qualité de prise en charge et de la sécurité des patients.

Dans le même temps, la pénurie organisée de médecins, due au numerus clausus, se traduit par un manque criant de médecins généralistes, de spécialistes et autres professionnels.

De nombreuses familles se trouvent dans l'incapacité de se faire soigner et suivre par un généraliste suite au départ à la retraite de leur médecin traitant. Les délais pour obtenir une consultation chez un spécialiste sont absolument incroyables quand il ne faut pas aller dans un autre département.

Cette désertification médicale continue de s'aggraver dans les communes et départements et aucune mesure n'est prise pour combler les postes vacants dans les hôpitaux, si ce n'est par le développement de la télémédecine et des maisons pluridisciplinaires de santé, présentées comme des solutions miracles. Au quotidien les patients sont confrontés aux dépassements d'honoraires, aux déremboursements des médicaments, etc., conduisant les plus démunis à renoncer à se soigner.

Le secteur de l'action sociale est lui aussi sacrifié sur l'autel de la rentabilité. Après avoir transféré l'essentiel de l'action sociale sur l'associatif privé, l'Etat, les collectivités locales ont conduit une politique permanente de réduction budgétaire sur fond d'austérité.

Cela se traduit par un manque de places et de structures réellement adaptées pour accueillir les populations en difficulté. Par exemple, le placement des mineurs ne se fait plus en fonction de leur problème mais là où il y a de la place.

Le PLFSS 2018 prévoit de faire supporter aux salariés de l'action sociale les nouvelles restrictions budgétaires annoncées par la remise en cause de leurs droits et garanties collectives contenus dans leur convention collective.

De la même manière, les personnels hospitaliers subissent de plein fouet les logiques destructrices du management d'entreprise qui les font travailler plus avec toujours moins d'effectifs en contournant les règles les plus élémentaires du droit du travail et des droits statutaires aboutissant à un épuisement professionnel. Comment des personnels ainsi maltraités pourront-ils, malgré leurs efforts et leur conscience professionnelle, assumer la bientraitance, le respect de la dignité et la qualité des soins ?

Le nouveau plan régional va s'élaborer dans le cadre de nouvelles réductions de moyens pour l'hôpital public dictées par l'Union Européenne et mises en musique par le gouvernement avec l'objectif d'atteindre 22 000 nouvelles suppressions de postes, 16 000 suppressions de lits.

Pour la CGT, comme pour beaucoup d'autres, nous refusons que nos vies, notre santé dépendent des intérêts particuliers de la finance. Nous revendiquons que les choix se portent vers l'intérêt général, la solidarité universelle. L'égalité d'accès à la santé et à des soins de qualité pour toutes et tous ne peut être garantie que par un véritable service public de santé moderne. Celui-ci doit être à la hauteur des besoins des populations et basé sur une sécurité sociale financée par la cotisation sociale issue des richesses, créées par le travail et prenant en charge à 100 % la maladie et la perte d'autonomie.

La CGT revendique l'abrogation de la Loi Santé et le retrait du décret GHT. Des moyens supplémentaires pour l'action sociale dans un grand service public. Les hôpitaux doivent être le pivot de notre système de santé et obtenir le financement nécessaire pour assurer leurs missions. Pour cela, il faut redonner des moyens à la sécurité sociale, ce qui passe d'abord par l'augmentation des salaires et le développement de l'emploi stable et qualifié.

L'USD CGT 41 et l'UD CGT 41 appellent tous les syndicats CGT du Loir et Cher, les salariés, les retraités et les privés d'emploi à s'organiser et à se mobiliser contre cette casse du système de santé publique et de notre sécurité sociale solidaire. Cette bataille va s'inscrire dans la durée puisque le Plan Régional de santé reviendra en débat au Conseil Economique Social Environnemental Régional puis au Conseil Régional. Cela coïncidera avec la période choisie par le gouvernement pour s'attaquer à la Sécurité Sociale.

Alors poursuivons le débat avec nos collègues, nos amis, nos familles pour replacer la santé et l'action sociale comme un investissement mettant l'humain au cœur de notre société, dont les richesses créées, le PIB sont en constantes progression. C'est un choix de société à faire.

Ensemble, nous pouvons reconquérir un véritable système de santé et d'action sociale, une véritable sécurité sociale solidaire digne du XXI^e siècle.